



Partenaire de votre développement collectif

Synthèse

Consultations pour une société plus juste et inclusive

À L'INITIATIVE DE LA FONDATION LUCIE ET ANDRÉ CHAGNON | MARS 2021

PRÉPARÉ PAR

Mathieu Piegay et Maïa Poulin

Coopérative Niska

niska.coop



Note : Ce document peut être reproduit en tout ou en partie à condition d'en mentionner la source:

Coopérative Niska (mars 2021). Synthèse des consultations pour une société plus juste et inclusive - À l'initiative de la Fondation Lucie et André Chagnon.

Le générique masculin est utilisé sans discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.

Vers une société plus juste et inclusive

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités et les effets de la pauvreté. Ces inégalités étaient présentes auparavant, mais elles restent toujours aussi inacceptables. En réponse à la crise sanitaire, nous avons décidé d'accentuer notre soutien au cours des cinq prochaines années.

Plutôt que de penser uniquement au traitement des effets de la pandémie et à la relance, nous avons voulu considérer la période que nous traversons comme une occasion à saisir pour aller au-delà et convenir avec un grand nombre d'acteurs œuvrant dans différents secteurs du type de société à laquelle nous aspirons.

Pour ce faire, nous avons invité, en février 2021, près de 150 partenaires et diverses parties prenantes à échanger avec nous sur les inégalités. Notre intention était aussi de discuter des actions que nous devrions toutes et tous envisager pour les réduire et les prévenir.

Ensemble et animés par les mêmes valeurs, nous avons abordé les trois questions suivantes :

- À quoi aspirons-nous pour faire du Québec une société plus juste et inclusive ?
- Quelles sont les conditions concrètes à réunir pour que nous puissions y parvenir de façon durable ?
- Quels leviers ou opportunités permettraient de soutenir la mise en place de ces conditions dans le temps ?

J'ai été impressionné par la richesse de nos échanges. Ils nourriront nos réflexions pour nous aider à inscrire notre contribution dans un projet de société structurant que nous souhaitons partagé par le plus grand nombre et tourné vers l'avenir.

J'aimerais remercier celles et ceux qui ont répondu si rapidement à notre appel. Leur enthousiasme a très clairement démontré leur souhait de se tourner vers une société plus juste et inclusive, ainsi que leur volonté de lutter contre les inégalités.

J'aimerais aussi remercier l'équipe de Niska pour la qualité de son travail. Les rencontres ont été animées de main de maître et ont permis à chacun de s'exprimer. Elles ont aussi fait l'objet de tout un travail de synthèse que vous découvrez aujourd'hui. Cette synthèse pourrait vous surprendre car elle rapporte les propos tels qu'exprimés. Certaines idées peuvent sembler incompatibles, mais elles sont le reflet de la diversité des points de vue. Il faut davantage voir ce document comme des regroupements thématiques qu'un effort de consensus.

Nous nous étions engagés à partager les résultats de ces rencontres. Cette synthèse est précieuse pour nous. Elle va nous permettre, nous l'espérons, de rendre notre soutien encore plus pertinent. Nous souhaitons qu'elle le sera aussi pour vous.

Bonne lecture !

Jean-Marc Chouinard
Président



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5	
SOMMAIRE	6	
À quoi aspirons-nous pour faire du Québec une société plus juste et inclusive ? 8		
1. LE SYSTÈME	8	
2. UN CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE.....	12	
3. LA CITOYENNETÉ	14	
4. L'ÉDUCATION	16	
5. LE VIVANT.....	17	
6. ÉCONOMIE	19	
Quelles sont les conditions concrètes à réunir pour que nous puissions y parvenir de façon durable ?		20
1. LE SYSTÈME	20	
2. UN CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE.....	24	
3. LA CITOYENNETÉ	26	
4. L'ÉDUCATION	28	
5. LE VIVANT.....	30	
6. L'ÉCONOMIE.....	32	
Quels leviers ou opportunités permettraient de soutenir la mise en place de ces conditions dans le temps ?		34
1. LE SYSTÈME	34	
2. UN CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE.....	37	
3. LA CITOYENNETÉ	39	
4. L'ÉDUCATION	42	
5. LE VIVANT.....	44	
6. L'ÉCONOMIE.....	45	



INTRODUCTION

Ce sont plus de 270 personnes qui ont été invitées à participer à un échange sous le thème « Vers une société plus juste et inclusive ». Au final, ce sont 132 personnes qui ont participé aux 10 ateliers durant la semaine du 22 au 26 février. De ce nombre, 83 étaient des représentants d’initiatives que soutient la Fondation et 59 étaient des acteurs de différents horizons que la Fondation ne soutient pas et que l’on peut associer à 16 secteurs thématiques soit, la culture, l’intelligence artificielle, la santé, la diversité-immigration-inclusion, le logement, l’économique et l’emploi, la défense des droits, la transition socioécologique, les ONG en soutien aux plus démunis, le municipal, la recherche, la philanthropie, la sécurité alimentaire, l’éducation et les syndicats. Et, nous avons aussi invité des organismes et organisations de la société civile autochtones.

Ce rapport présente l’éventail des perspectives et des propositions recueillies, organisées en six thèmes : le système, un changement idéologique, la citoyenneté, l’éducation, le vivant et l’économie. Ces derniers sont proposés à partir d’une matière organisée, structurée, mais non analysée, et cela pour permettre d’apprécier pleinement la quantité et la qualité des propos. Le défi de cette synthèse était justement de ne pas interpréter les propos. De leur donner du sens tout en respectant leur formulation initiale.

En espérant que cette lecture soit à la hauteur de tous les espoirs !

SOMMAIRE

Afin de permettre au lecteur d'avoir un coup d'œil général sur le contenu du présent document, voici un assemblage des idées principales qui ressortent des échanges qui ont eu lieu avec les participants aux ateliers.

Trois questions ont été soumises aux participants lors des rencontres :

1. À quoi aspirons-nous pour faire du Québec une société plus juste et inclusive ?
2. Quelles sont les conditions concrètes à réunir pour que nous puissions y parvenir de façon durable ?
3. Quels leviers ou opportunités permettraient de soutenir la mise en place de ces conditions dans le temps ?

Les propos recueillis touchent six (6) sujets principaux soit : le système, un changement idéologique, la citoyenneté, l'éducation, le vivant et l'économie.

Aspirations

Dans la perspective d'une société plus juste et inclusive, les participants aspirent à un système qui reconnaît **la place de chacun**. Un système où il y a de la **cohésion dans les interrelations**, où le **rôle de l'état est revu** et où les **rapports de pouvoir sont rééquilibrés**. On souhaite aussi un système qui favorise **l'inclusion numérique**.

On croit aussi qu'une **remise en question** est essentielle pour **prendre conscience des changements à opérer**. C'est ce qui est évoqué pour changer l'idéologie dominante actuelle.

Au niveau de la citoyenneté, on rêve d'une société qui assure **le bien commun par les besoins de base**. Une société où le **pouvoir d'agir des individus et des collectivités** est effectif, et donc valorisé, soutenu et accompagné.

On voudrait que **l'éducation soit universelle** et que le **réseau public soit plus inclusif** afin que l'éducation donne soif de justice et de transformation sociale. On aspire à une société éduquée, qui transmet **les apprentissages et les enseignements** nécessaires pour faire tomber les préjugés.

Pour une société plus juste et inclusive, les participants évoquent aussi le souhait d'une considération plus conséquente de **l'intimité à la dignité humaine** de tout un chacun. Le respect du « vivant » est aussi espéré à travers la **territorialité** et la transition **écologique**.

Enfin, on aspire à **une économie à sa juste place**.

Conditions concrètes

Les conditions concrètes à mettre en place sont de différents ordres. En ce qui a trait au système, on propose un **changement de modèle démocratique**, ainsi qu'un renforcement de l'approche « **par et pour** » et de **l'action collective**. Pour ce faire, une **révision du modèle d'intervention de l'État sur les enjeux sociaux** et un soutien formel des infrastructures de **délibération, de collaboration et d'expérimentation**, apparaissent comme incontournables. La **volonté politique** et **une réforme des politiques et programmes** sont également perçues comme des conditions permettant d'actualiser le rêve d'un système plus juste et inclusif.

Un **changement de modèle de développement** s'impose aussi pour remettre l'humain au centre des préoccupations. On s'invite à **oser et à innover**, tout en faisant preuve de **stratégie et d'intentionnalité**

pour soutenir une action profonde de transformation sociale. Se doter d'un **projet rassembleur**, d'objectifs concrets visant à rendre le Québec plus juste et inclusif.

Quand on parle de la citoyenneté, **des conditions de vie minimales et décentes pour tous** ainsi que **l'accessibilité aux services** figurent parmi les premières conditions à réunir. S'ajoutent à cela, les mécanismes permettant que **les citoyens soient au cœur des changements** et que la **société civile puisse mieux s'organiser et être plus influente**.

Pour cela, **l'éducation doit être au centre des préoccupations sociales** et doit miser sur **la citoyenneté et le vivre ensemble**. Une éducation qui redéfinit la richesse pour passer d'une richesse individuelle à une société plus solidaire, riche de ses valeurs et de sa structure sociale. **L'accès à la connaissance** est également primordial pour favoriser une société éduquée.

Pour retrouver un sens inclusif et juste de la communauté, **un changement de valeurs citoyennes** apparaît inévitable. Il faut retrouver notre humanité commune. **L'approche de proximité** et **un pacte écologique** sont aussi évoqués comme prérequis pour mieux agir en respectant pleinement le « vivant ».

Conséquemment, remettre l'économie à sa juste place s'appuie **une relance économique basée sur l'humain** ainsi que sur **des choix différents dans les investissements**.

Leviers et opportunités

La volonté de changement induite par la COVID-19 apparaît comme une opportunité majeure pour faire changer les choses. Une **démocratisation du dialogue**, la **concertation intersectorielle et multiniveaux** conjuguées à **des choix politiques à long terme** et une reconnaissance des **multiples légitimités d'agir**, sont autant de leviers qui peuvent réellement soutenir les changements souhaités au sein de notre système.

Considérer **différentes logiques de développement** et revoir notre **rapport au temps** apparaissent comme inspirant pour nourrir la perspective d'un changement idéologique. **Prendre soin...** Et de grands **chantiers à engager**.

Des **espaces de participation multiples et actuels** pour avoir une large conversation avec beaucoup de gens et **nourrir une forte mobilisation sociale**.

Une **influence politique à renforcer**, pour livrer **un plaidoyer commun** autour **d'objectifs précis et des moyens concrets**.

S'investir collectivement dans la **réussite éducative**. Permettre à tous d'accéder aux savoirs et à la pensée critique.

L'information et la sensibilisation sont indispensables, elles alimentent une prise **de décisions appuyées**.

Renforcer la résilience territoriale notamment par plus de **sobriété** dans nos modes de vie.

Enclencher **une relance inclusive**. **Inverser la responsabilité fiscale entre les individus et les entreprises**. Admettre la **révolution du travail** et réviser **le positionnement des soutiens financiers**.

À quoi aspirons-nous pour faire du Québec une société plus juste et inclusive ?

1. LE SYSTÈME

1.1 Une place pour chacun

Refonder l'égalité des chances et les conditions de la justice sociale pour faire face à des inégalités complexes et dont les sources sont multiples. **L'égalité de faits pour toutes et tous.**

Une réelle égalité des chances, c'est-à-dire que les conditions socio-économiques (favorables ou défavorables) ne déterminent pas les trajectoires de vie, les aspirations et les succès, et ce, à toutes étapes de la vie. Une société où la famille et l'endroit où l'on vient au monde ne déterminent pas notre avenir. Où l'on a les mêmes chances que les autres.

Que les jeunes, les enfants et les tout-petits aient droit aux mêmes opportunités, y compris ceux dont leurs caractéristiques ou les caractéristiques de leurs milieux de vie risquent de les exclure d'une éducation et d'une protection de la petite enfance inclusive et de qualité

Plus d'équilibre entre les riches et les pauvres, moins de paradis fiscaux ou artificiels et plus de paradis quotidiens dans la vie de M./Mme tout le monde.

Diminuer ou éliminer les écarts entre les pauvres et les riches, entre les femmes et les hommes, etc.

L'inclusion pour toute forme de situation. Au-delà des communautés, de la diversité, que toutes les personnes, notamment les plus exclues, soient incluses et participantes.

Avoir **des pratiques inclusives** : qui vise à créer des environnements prêts à s'adapter aux différences individuelles afin de favoriser une réelle intégration de tous les individus dans tous les aspects de la société.

Être respectueux de la diversité et des contributions de chacun (i.e. âges, genres, origines) et collaborer pour arriver à un vivre-ensemble.

Changement du rapport au travail. Reconnaissance et valorisation de tous les types d'activités, rémunérées ou non. Des milieux de vie intergénérationnels, où les aînés sont valorisés et considérés comme parties prenantes (contributeur) de la société.

L'inclusion réelle et le sentiment d'appartenance reposent sur la contribution de chacun. L'appartenance est une condition préalable à la construction de communautés solidaires et inclusives.

La reconnaissance des spécificités culturelles des peuples autochtones dans les systèmes

Reconnaître les barrières systémiques et viser des solutions qui les adressent.

Passer de la recherche de l'équité à **la libération pour toutes les couches de la société.**

1.2 De la cohésion

Inclure tout le monde au niveau macro structurel. Tous les secteurs (communautaires, civil, privé, philanthropique)

Les acteurs sociaux. Le gouvernement. L'entreprise a aussi son rôle. La société civile a un pouvoir important en termes de leadership pour amener le changement.

Approche collective (sortir des silos). Passer à l'action en sortant de nos chapelles. Faire en sorte que le développement de la société se fasse en mode collectif-collaboratif.

Travailler en collaboration avec la base (les organismes communautaires, les citoyens, les personnes qui subissent les facteurs de risque accrus). Collaborations et partenariats entre les organismes. Travail intersectoriel.

Une réelle concertation. Travailler en globalité, en cohésion. Cohérence pour planifier la suite des choses, post-COVID.

L'importance de l'écosystémie. Tout un chacun a un rôle à jouer dans l'établissement d'une société plus juste et inclusive.

Prendre le temps, dans les espaces créés, pour assurer une cohésion avec les acteurs concernés dans notre reconstruction collective. Prendre le temps de générer de la cohérence plutôt que de dédoubler. Des milieux de vie et une libération du temps qui permettent de réfléchir ensemble, d'agir ensemble de manière concertée, en utilisant les intelligences collectives. Considérer que ça se travaille sur le long terme

Se donner l'espace pour se connaître, se reconnaître et coconstruire. **Changer de posture.** Reconnaître l'expertise et être sensible à toutes les organisations, même « petites ». Reconnaître que « chacun.e » est expert de quelque chose.

Combiner différentes expertises dans le développement de projets et d'initiatives. Inciter la coconstruction. Permettre à chaque organisation de participer dans le créneau où il a la plus grande valeur ajoutée.

Miser sur nos complémentarités, pour agir dans la durabilité. Sur du long terme.

Une meilleure synergie de tout l'écosystème (organismes, appareils gouvernementaux) pour soutenir les populations plus vulnérables et les jeunes. Intégrer les différents niveaux (gouvernements, organisations communautaires, communautés, individus, etc.) et s'assurer d'agir en complémentarité. Partager les responsabilités de chacun en fonction de nos différents rôles. Un écosystème plus performant où les acteurs travaillent ensemble. Ex. cellule de crise montréalaise en sécurité alimentaire au début de la pandémie ou projet immobilier piloté par Centraide.

S'entendre sur des engagements clairs et forts pour répondre à des enjeux.

Développer un projet de société et un projet collectif (environnement, égalité, collectivisation des solutions).

1.3 Un rôle de l'état revu

Une réaffirmation du rôle de l'état comme outil essentiel d'une société démocratique. Une **volonté politique**. L'État doit s'engager davantage. Le gouvernement doit faire partie de la discussion quand on parle d'inégalités sociales. Que le développement social et l'humain soient au centre des décisions de tous paliers de gouvernement.

Un **nouveau type d'action étatique...**

La crise a révélé l'importance cruciale de l'État. Il a été l'Acteur capable de répondre à la crise, même s'il n'a pas toujours été à la hauteur des attentes. Mais quel type d'État? Et quel dialogue avec la société civile?

Établir un véritable dialogue. Ouvert et transparent. Coordonner les discours multiples, et tous aussi valables.

Se donner le temps de réfléchir ensemble, se sortir de la gestion quotidienne qui est devenue une gestion de crise. Se donner la chance de repenser la machine.

Une nécessaire révision de la gouvernance.

L'état doit reprendre un rôle de redistribution de la richesse, l'accès aux services, l'équité entre les territoires, dans les leviers collectifs, mise en place de mesures structurantes.

Des politiques publiques à la fois fortes qui permettent la capacité d'agir des communautés (avec les moyens politiques et \$).

Une révision des politiques publiques : aide sociale, l'assurance-emploi. Une vraie politique familiale.

Des politiques publiques, des services publics équitables !

Des politiques sociales conçues avec la lentille de l'intersectionnalité (considérer le cumul des facteurs de risque), en centrant sur les vulnérabilités.

1.4 Des rapports de pouvoir rééquilibrés

Changer les modes de décision et de pouvoir (triangulaire – pyramidal – vers circulaire).

Que tous les secteurs du développement du Québec (ex. les piliers du développement durable : environnement, social, culturel et économique), **que chaque pilier ait une pondération équitable dans les décisions politiques**.

Un système plus ouvert, qui ne travaille pas qu'avec ses propres acteurs tout le temps. Les décideurs devraient travailler avec le terrain et les parties prenantes pour **coconstruire les programmes et les mesures**. L'inclusion des parties prenantes devrait donner lieu aux programmes (bottom up).

Une gouvernance et un équilibre des pouvoirs essentiels au développement de l'autonomie et à l'identification des moyens : société civile - participation citoyenne - démocratie dans la prise de décision. Modes d'organisation.

Des politiques plus résilientes qui nourrissent la capacité des communautés d'agir par elles-mêmes. Une reconnaissance que les communautés sont une partie importante du système complémentaire à la responsabilisation de l'état. Des mesures gouvernementales structurantes qui supportent le pouvoir d'action des communautés locales dans le changement.

Une proximité avec le gouvernement sur les enjeux des collectivités pour générer des résultats concrets et durables, à géométrie variable selon les spécificités territoriales.

Un soutien modulé en fonction des réalités des milieux, régions, secteurs ou organisations - flexibilité et adaptabilité. Du soutien à plus long terme.

Reconnaissance et soutien de l'action communautaire à sa juste valeur. Ce sont les organismes qui pallient aux besoins non répondus par les services de l'État, notamment ceux liés à la pandémie. Partie intégrante de la discussion de la relance (développement intégré des communautés : économique, sociale, environnementale et culturelle).

Des nouvelles structures où l'on retrouve la représentation civile (municipales, scolaires, locales, etc.). Des institutions publiques redémocratisées. S'assurer de la participation de la société civile. Changer la représentation actuelle.

Réduction des ententes de service qui freinent l'innovation et la réponse aux besoins terrain.

Une reddition de compte simplifiée et utile. Efficace, qui sert à l'amélioration des services.

1.5 L'inclusion numérique

Une société qui utilise efficacement et rend accessible à toutes et tous les outils numériques. **Un virage numérique inclusif.**

La représentation de la société civile sur les enjeux d'intelligence artificielle. La robotisation et l'intelligence artificielle participe à la perte d'emploi. S'assurer que les personnes à qui ne conviennent pas ces technologies trouvent des emplois.

2. UN CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE

2.1 Une remise en question

Une réflexion sur la responsabilité individuelle pour le bien-être collectif.

Il faut se questionner sur nos **pertes de repères**. Besoin de retrouver des ancrages collectifs et un sens commun. Plus de philosophie : pourquoi fait-on les choses? Prioriser le sens des choses. Avoir une vision du changement social souhaité.

Regarder franchement ce qu'est devenue notre société. Notre manque de justice. Nommer les choses et ne pas avoir peur d'être critique pour se poser les bonnes questions. C'est une question de rigueur. Ne pas faire preuve de complaisance.

Qui est la société ? Quel est le projet ? Une politique transversale ? Trouver l'équilibre entre la reconnaissance des spécificités des régions et des communautés et leurs points communs. Quelles sont les motivations communes ? Ouverture à ce qui nous rassemble et nous distingue.

Se poser des questions nous-mêmes sur nos propres préjugés. Il faut une prise de conscience des jugements dans la population, plus d'ouverture. Une prise de conscience est nécessaire au changement de paradigme.

Quel cadre nous permet de nous préoccuper des enjeux sociaux (le vivre-ensemble, l'enfant, la santé mentale, l'égalité des chances, l'éducation...)? Quels sont les moyens de créer de la richesse, de la distribuer et d'assurer une durabilité pour les générations futures ?

Comment **établir les priorités comme société** ? Que veut-on que le monde retienne de nous dans 5, 50, 100 ou 500 ans? Éducation, transmission, mieux-être, valeur humaine et harmonie avec la Terre-Mère et tous ses êtres, éléments... Sans négliger l'innovation, les arts, les sciences et les savoirs.

La pandémie a mis en relief tout ce qui est très fragile dans notre société. Systèmes de santé et services sociaux. Accès aux services, particulièrement en régions éloignées (cf.: centralisation des services, etc.). Il est éminemment important qu'on repense ces systèmes, qu'on revoie leur rigidité administrative. La rigidité est présente partout. Et la prudence devient un obstacle.

Repenser les mécanismes pour réellement accueillir les voix qui ne sont pas ou peu écoutées.

Réflexion liée aux écosystèmes qui nous entourent. **Un développement différent à réfléchir.** Une autre façon d'habiter la terre (relations inégalitaires, exploitation, etc.).

Beaucoup de remises en question, mais on devra saluer les bons coups.

2.2 Des prises de conscience

Le besoin est énorme. Clivage important au Québec et grande précarité d'une certaine tranche de la population. Le budget de la santé pèse 50% sur le budget de la province, et ce chiffre passera à 60% en 2030. Besoin d'efficacité.

L'égalité des chances, c'est aussi accepter qu'il y ait des inégalités et qu'il y en ait encore. Comprendre aussi qu'elles ne sont pas le résultat d'individus n'ayant pas la volonté de s'en sortir, mais bien le résultat d'un système qui les a complètement oubliés. Nos réponses doivent tenir compte de cela pour ne pas répéter ou creuser les inégalités. Surtout, faire en sorte d'en réduire les impacts.

La pandémie a créé **de nouveaux possibles**, de nouveaux repères. Mobilisation et prise de décisions à un rythme inimaginable. Même le gouvernement. Des organisations se sont portées volontaires pour faire des choses qu'elles ne faisaient pas avant. Le rôle des municipalités dans la qualité de vie des citoyens et leur rôle social.

Il est possible de rebondir là-dessus. Ouvrir de nouvelles solutions sociales. Occuper les immenses brèches, il y a l'espace pour construire du nouveau.

Quelle posture collective dans cette période de renouveau? Image de la panarchie. Repousse sauvage ou cultivée? Tirer les apprentissages de la pandémie et éviter le retour en arrière. Qui seront les jardiniers? Penser l'« après » collectivement, inclure les personnes.

Garder « le meilleur de la crise » quant aux façons de faire, notamment dans les institutions publiques (mode de prise de décision rapide, efficace, ouverture à « dénormer ») dans le respect des limites de la démocratie.

Beaucoup de dualités. On veut à la fois récolter ce qui se fait de prometteur et positif, mais **penser également aux conditions structurantes** qui vont permettre de faire encore plus autour des enjeux qui ont émergé.

2.3 Des changements à opérer

L'obsession des processus (le processus doit être parfait avant de poser un geste) empêche les gens de passer à l'action et de démontrer du leadership. Besoin d'adaptabilité, d'agilité.

Ça prend du temps pour opérer des changements. L'adaptation est la clé : capacité à trouver comment changer ses processus, à emprunter d'autres chemins pour arriver à l'objectif et plus efficacement.

Développement d'une agilité sociétale à s'attaquer aux enjeux actuels, le tout en collaboration.

Nécessité de changements transversaux (politique - social - économique - environnement - etc.) vers une **transition sociale et écologique**. Tout est interrelié.

Changement culturel en profondeur. Le capital culturel et social est fondamental de nos jours.

Une société qui sortirait de ce néolibéralisme ambiant dont on constate pourtant les effets délétères, incluant nos réponses à cette pandémie: improvisées, sans fil conducteur; sans humanité.

Bâtir sur la force de nos communautés. Un développement économique et social ancré sur les besoins et les talents de notre population, en tissant **des liens de solidarité et d'entraide entre nous**.

Un développement à l'image des personnes concernées avec une réelle reconnaissance de leurs paroles, de leurs savoirs et de leurs réalités sociales. Une société avec une réelle écoute de la parole des multiples groupes

3. LA CITOYENNETÉ

3.1 Le bien commun par les besoins de base

Le droit aux besoins de base pour tous. Que l'espérance de vie soit la même pour toute la population. Des ressources pour **une qualité de vie à tous**. Miser sur la croissance du bien-être des citoyens.nes.

Sécurité alimentaire. Pouvoir se nourrir convenablement, partout (prix, qualité, accès).

Pouvoir se loger convenablement (espace, prix) dans des quartiers « où il fait bon vivre », où l'on peut se construire un avenir (cf. éducation, possibilité d'emploi) et avoir un mot à dire sur son avenir individuel et collectif.

Une société centrée sur les besoins de l'enfant ici et maintenant. **Une responsabilité collective du bien-être de chaque enfant**. Réduction des inégalités des services disponibles aux enfants.

Assurer le bien-être collectif par une meilleure desserte des services publics. L'universalité. Réduction des barrières entre un service, un programme, et les personnes qui y ont droit, et qui ont intérêt à en bénéficier.

L'accès à des services de santé mentale. Assurer l'accès aux services en santé mentale pour les personnes touchées ET leur famille. Favoriser la santé mentale des jeunes (notre avenir).

Réduire la stigmatisation et l'isolement. Adresser le problème du « non-recours » aux services causé entre autres par les préjugés intériorisés par les personnes qui en souffrent, et qui freinent leur recherche de ressources et de services.

L'importance du bien commun et se sentir tous responsables de celui-ci.

3.2 Le pouvoir d'agir des individus

Que chacun, peu importe sa condition, ait **la possibilité de se réaliser dans toutes les sphères de sa vie** : travail, sociale, affective, culturelle, etc. Que chacun puisse devenir actif et en mesure de contribuer à la société.

Une société qui offre des opportunités de réussir.

Démocratisation, participation sociale et politique des personnes concernées. La parole des premiers concernés (celles et ceux qui vivent les effets de la crise court, moyen, long terme) est entendue. La mobilisation des premiers concernés pour que leurs besoins soient définis par eux-mêmes! L'inclusion par les personnes touchées directement. Une prise en charge de la population dans les enjeux actuels.

Les personnes invisibilisées doivent avoir du pouvoir sur leurs destinées. Enjeux de la réconciliation et de la décolonisation, du racisme. Les femmes, les personnes racisées, les personnes autochtones.

Représentativité de la population, dans sa diversité, dans la prise de décision de nos institutions démocratiques pour assurer une réponse aux besoins de développement de nos communautés. Participation citoyenne et inclusive de tous les groupes (genres, âges, sexes, cultures, régions, appartenance, etc. : société plus égalitaire). Engagement citoyen.

3.3 Le pouvoir d'agir des collectivités

Des **capacités d'action pour toutes les communautés**, à la hauteur de leurs ambitions.

Des communautés résilientes vis-à-vis du rôle de l'état. Un **modèle de communautés résilientes, tissées serrées...** (ex. Montréal-Nord, quartier qui a pris en charge des éléments névralgiques pendant la crise).

Un tissu social fort (sortir du lean, de l'entrepreneuriat et de l'obligation du résultat chiffré) et représentatif, qui permet aux gens de se reconnaître dans les démarches et changements. De l'entraide. Une action collective. Une citoyenneté active et participative. Un travail ensemble dans une vision plurielle. Réappropriation du pouvoir des communautés...

Un effort collectif à valoriser, à reconstruire et à maintenir un tissu social fort. **Une capacité collective à retrouver nos repères** relationnels et à agir ensemble dans l'augmentation de la complexité, de l'imprévisibilité, des crises et des incertitudes.

Investissement dans la résilience des communautés, dans des projets locaux, porteurs de beaucoup de richesses. Reconnaissance et soutien de la capacité d'action des groupes sur le terrain.

Des rêves collectifs plutôt que des désirs individuels, et des moyens d'y répondre.

Faire consensus (société civile) autour de grands chantiers de réformes macro. Une société qui s'implique au niveau politique.

Que la société civile joue un plus grand rôle dans la gestion de la santé publique (définition de l'OMS gouvernance concertée).

4. L'ÉDUCATION

4.1 Un principe universel

L'éducation au sens large. Accès universel. Accès à l'éducation égal, pour tous, pour vrai, à tous les paliers.

Donner accès à l'éducation à tous. La pluralité de l'éducation, tout type de façon d'apprendre.

L'éducation comme un levier puissant de réussite collective. Y mettre les investissements requis.

4.2 Un réseau public inclusif

Un réseau d'éducation pour tous les jeunes québécois.e.s - sans ségrégation. Un droit fondamental d'accès à une éducation de qualité dans un réseau public fort. Système d'éducation inclusif et non une simple intégration des élèves avec des différences. L'égalité des chances dans l'éducation. Une grande priorité!

Appuyer le milieu scolaire. Créer des ponts entre les écoles et le milieu communautaire. Participation citoyenne. Principe de co-éducation. Communication véritable entre école - famille - communauté

L'éducation doit **donner soif de justice et de transformation sociale**, tant dans ses contenus enseignés que dans la manière d'organiser l'école. Valoriser les avantages concrets et mutuels d'une société plus juste et plus inclusive.

4.3 Des apprentissages et des enseignements

L'éducation pour **faire tomber les préjugés**. Une société plus juste et inclusive, antiraciste et anticoloniale, s'appuie sur des questions éthiques partagées par le plus grand nombre, petits et grands. L'éducation est à la base.

Un partage plus généralisé des savoirs, une plus grande conscience de l'autre.

Une société qui apprend à construire ce vivre-ensemble.

Une population éduquée au sens large : l'ouverture sur le monde, l'esprit critique, savoir discuter, l'engagement, l'altruisme, l'entraide, l'ouverture à l'autre, les différences culturelles, l'égalité entre les genres. Former des citoyens. « Soft Skills » : vivre ensemble, compétences sociales. Promouvoir la solidarité, l'équité, la diversité.

Une société qui mise sur l'éducation dès le plus jeune âge qui véhicule **des valeurs altruistes et humanistes, essentielles à l'inclusion**, et environnementales.

Développer l'esprit critique. L'éducation citoyenne. La démocratie dès le plus jeune âge.

Initier les enfants à la différence. Une éducation holistique qui reconnaît les différents savoirs et qui donne la voix aux jeunes. Une société plus juste commence par des tout petits citoyens dont on prend à cœur le devenir.

Une société qui accorde la priorité à la petite enfance/famille, la prévention – agir tôt. La démonstration est faite que la prévention est une, sinon la, clé.

Une société plus réflexive, qui revient continuellement sur ses actions, ses choix pour les inscrire dans le temps, dans l'histoire récente, dans les géographies. Une société qui se questionne, s'introspecte sur l'ouverture à l'autre.

Plus de philosophie. Se poser des questions. Pourquoi fait-on les choses? S'attarder au sens. Avoir **une vision du changement social souhaité**.

Évaluation qualitative des actions, viser la profondeur. Obtenir des effets. Perspectives du temps court et long. Importance de bien présenter les indicateurs (et les reculs mesurés) pour les rendre visibles et faire bouger les choses.

5. LE VIVANT

5.1 De l'intimité à la dignité humaine

Le respect de chaque personne dans son intégralité. Le respect des différences.

L'épanouissement des personnes. Que chacune et chacun puisse atteindre son plein potentiel, avec ses capacités et ses limitations. Que toutes et tous bénéficient de conditions de base permettant de faire des choix individuels.

Une société qui met la compassion et l'écoute de l'avant comme étant des qualités essentielles et souhaitables pour tous. **Un "nous", et une bienveillance envers toutes les parties de ce "nous"**. Développer l'empathie.

De l'aide au moment où nous en avons besoin, que ce soit du point de vue santé physique ou mentale, dépannage alimentaire ou un coup de pouce pour trouver un emploi, des personnes attentives autour. Du soutien pour les personnes ayant vécu des violences et des traumatismes: personne n'est superflu, chaque personne compte.

Une société qui prend soin de tout le monde, en commençant par les enfants. Une société où l'on s'occupe de nos jeunes. Dès la tendre enfance.

Où tu trouves toujours des âmes bienveillantes qui ont levé les barrières sur ton passage et qui te tendent la main sur ton chemin. Où tout est possible pour toi aussi. Et que tu le sais, ce message s'est bien rendu jusqu'à toi. Où les facteurs de risque sont réduits au minimum, consciencieusement, où chaque réseau y contribue de façon significative.

Une société où les personnes sont en santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle.

Un Québec où les gens sont fiers d'y vivre.

5.2 La territorialité

Une reconnaissance de notre interdépendance et de **l'enjeu des solidarités sociales à renforcer**. Des communautés locales plus solidaires et autonomes, plus de proximité et de mieux-vivre ensemble. Une solidarité plus forte pour reprendre la maîtrise de nos leviers collectifs.

Des territoires dynamiques, avec culture, voisins, loisir, soins de santé, transport, etc. Des territoires où le travail ensemble est présent et fort, pour mieux s'en sortir.

Une réponse locale et adaptée aux besoins. La proximité. Autonomie dans l'identification des moyens.

L'équité entre les territoires. La protection des territoires, des écosystèmes, un développement des villes et des villages dans une perspective de transition juste.

Être vigilants à la perspective du village global. Tenir compte de la solidarité internationale, même si l'on cherche à rester autonome pour résister aux problèmes. **Trouver l'équilibre dans les mouvements sociaux qui dépassent les frontières**. Conjuguer nos engagements locaux et nos responsabilités internationales. Le global dans le local et le local dans le global.

5.3 La transition écologique

Protection de l'environnement. Focus. Ne pas ruiner les chances de bien vivre pour les générations futures.

Résilience écologique, transition

Faire une transition écologique qui ne laissera personne derrière. Qui diminue la vulnérabilité de personnes qui pourraient être affectées par les changements climatiques. **Lutte climatique et justice sociale indissociable**. Les personnes les plus vulnérables sont aussi les plus affectées par les crises (sociale, écologique, politique).

Intégrer davantage la notion d'impacts environnementaux.

6. ÉCONOMIE

6.1 Une économie à sa juste place

Redistribution des richesses. Que l'économie serve l'intérêt du plus grand nombre. Revenu décent, minimum garanti.

Idée de collectivité solidaire. Notion cruciale de développement durable.

Une redéfinition de la richesse : production, répartition et distribution. Partage de la richesse et lutte à la pauvreté. Une répartition des avoirs plus équitables. Réduction des fossés.

Réduction des inégalités entre les territoires. Répartition de la richesse entre les régions.

Une remise en question d'une vision « purement économique » du développement de nos sociétés. Où l'humain est remis au centre des préoccupations. Sortir d'un imaginaire du pillage, du profit. Et se réapproprier l'économie. L'arrêt temporaire du système économique a démontré la possibilité d'un changement de paradigme.

Repenser le modèle. Les grandes structures. L'imputabilité des structures. **De nouveaux indicateurs de la santé de notre économie.**

Quelles sont les conditions concrètes à réunir pour que nous puissions y parvenir de façon durable ?

1. LE SYSTÈME

1.1 Un changement de modèle démocratique

Un exercice démocratique **déréglementé, non clientéliste et décentralisé**. Changer de modèle démocratique.

Une réflexion collective sur la démocratie que nous souhaitons. Un endroit où la voix même des plus petits sera entendue. Offrir des solutions c'est bien, **libérer des espaces pour que ces solutions soient intrinsèques aux milieux, c'est mieux**.

Une organisation politique plus souple, moins partisane, plus participative. Le réinvestissement des espaces de gouvernances démocratiques à rétablir : la voix de toutes et tous compte et compte égal! Une démocratie participative « bottom-up ».

Favoriser le développement des communautés au Québec dans une vision basée sur les enjeux des communautés, et non dans une vision partisane.

1.2 Le "par et pour"

Créer les conditions d'un nouveau rapport de force qui permettra aux individus, surtout aux populations démunies et exclues, **d'influencer le développement de leur vie et de la société**. Alors que des élites contrôlent pour une large part ce développement. Repenser les moyens d'exercer le pouvoir = principal moteur de la société.

Rapprocher le pouvoir d'agir des populations. Remettre en place l'ascenseur social de façon à favoriser la cohésion sociale. Favoriser le PAR, POUR et AVEC : jeunes, communautés racisées, diversité des genres, etc.

Impliquer les personnes premières concernées dans les prises de décision (constat, pistes de solution) qui les concernent. Qu'elles soient impliquées dans les discussions entourant les politiques et programmes qui sont pensés pour elles.

Appliquer l'intersectionnalité dans la conception des nouvelles mesures, politiques, procédures, lois, espaces, règlements, etc.

1.3 L'action collective

Principe de base : insuffler une dynamique collective de transformation à partir de l'action en collectif (action citoyenne, communautaire, économie sociale, etc.). Faire des alliances. Avoir un engagement commun.

Besoin de FORUMs. **Rêver l'avenir**, et pas seulement pour les privilégiés. Multiplier les espaces de débats publics, de participation sociale et politique. Créer davantage d'espaces de concertation citoyenne... avec des moyens. Mettre en place des mécanismes comme des budgets participatifs pour permettre aux gens de contribuer au choix des priorités.

Mobiliser la société civile autour de l'élaboration d'un **nouveau contrat social**, plus juste et équitable.

1.4 Une révision du modèle d'intervention de l'État sur les enjeux sociaux

Des responsabilités partagées entre niveaux d'acteurs. La pérennité ne passe pas nécessairement pas le gouvernement, il faut regarder plus large. **Grands enjeux = grandes réponses de tous les secteurs**. Convenir des actions qui restent centralisées et celles qui sont décentralisées. Revoir le modèle québécois d'intervention de l'État sur les enjeux sociaux.

Avoir **une discussion collective sur l'enjeu des inégalités**. Renforcer le dialogue État et société civile. Développer une vision à long terme, un langage commun avec tous les acteurs et actrices impliqués, préoccupé.e.s par l'amélioration des conditions de vie. Une vision commune entre l'État et la société civile afin que les communautés, les acteurs et les organisations puissent favoriser leur propre développement.

Une gouvernance concertée, et intersectorielle. Où la communauté est incluse dans les dialogues, les décisions et les actions mises en place. Où l'attribution des sommes dédiés aux tables régionales et MRC prévoit un processus de concertation, pour favoriser la participation de la société civile à la construction des priorités locales.

Amener un changement de culture organisationnelle, de gouvernance, afin de s'arrimer aux besoins et solutions proposées par les personnes qui vivent des discriminations.

Redéfinir la collaboration et le partenariat. **Changer la culture actuelle très refermée sur elle-même**. Changer le réflexe du réseau, de travailler avec le réseau. Toujours les mêmes partenaires. Mettre fin aux ententes d'exclusivité qui alimentent ce cercle fermé.

Sortir de l'approche médicale et redonner les expertises aux milieux qui les ont développées pour s'épauler et travailler en réelle complémentarité. *Par exemple, Les Éclaireurs au niveau santé mentale sont une appropriation médicale du travail de rue.*

Connaître et reconnaître la cartographie des acteurs et de leurs expertises. Reconnaître et mettre à contribution le savoir expérientiel des organisations et des territoires. Reconnaissance du travail effectué par les milieux du communautaire et de l'économie sociale (économie circulaire)

et profiter de leur expertise terrain pour les associer à la relance. Utiliser l'expertise existante pour bonifier ce qui fonctionne.

Bâtir sur la synergie des acteurs locaux déployés durant la crise. Reconnaître le rôle et l'importance du développement des communautés. **Retrouver du sens dans le développement de nos communautés** et sentir que l'on a une incidence comme citoyenne ou citoyen, mais aussi comme organisation experte d'un domaine.

Travailler en écosystème. Travailler en concertation pour définir le problème et ses différentes facettes. Identifier les acteurs qui peuvent avoir un rôle à jouer pour le résoudre. Documenter et répliquer les bons coups. Penser à institutionnaliser ce qui fonctionne bien.

Recadrer l'urgence réelle d'agir, en contexte de pandémie ou non. Prendre le temps de coconstruire des avenues à poursuivre à long terme. Se donner un peu de temps et éviter de réagir trop rapidement.

Continuer d'assumer les mécanismes sociaux.

1.5 Délibérer, collaborer et expérimenter

Soutenir l'infrastructure de collaboration et de délibération; soutenir l'expérimentation. Avoir des organisations liantes qui créent des liens. Qui aident à faire avancer ensemble et influencent les changements de réglementations inclusives. Que le gouvernement facilite la mise en œuvre de nouvelles façons de travailler ensemble. **Leadership gouvernemental** pour stimuler la concertation et l'intersectorialité.

Entretenir le dialogue et développer de nouveaux dialogues. Élargir les processus délibératifs. Faire le pont entre les différents espaces existants pour amener un large forum. Faire ressortir les apprentissages et les pistes de travail en développant **notre posture circulaire**. Soutenir l'identification de stratégies communes entre organisations de différents types (communautaires, économie sociale, environnementale, etc.).

Créer des espaces d'échange multisectoriel et multi-réseaux. **Des espaces pour créer une certaine cohésion qui aura de l'impact**. Créer du sens entre le gouvernement, le terrain, les fondations, etc. Des espaces d'échanges où les structures, les élus, les citoyens et les organismes communautaires autonomes (OCA) puissent parler de leurs besoins, intérêts et leurs limites. Échanges et écoute des deux côtés.

Créer des canaux et stimuler la communication entre les différents acteurs pour qu'ils se connaissent et se complètent. Chantiers de développement social, de développement durable et de développement économique.

Un réel travail collaboratif. D'abord, un changement de posture générale. **Laisser les "egos" et les intérêts corporatifs à la porte**. Les défis socio-économiques et écologiques sont tellement grands qu'aucune organisation, même les plus grandes, même l'État, ne pourra y parvenir seule. Il faut absolument collaborer.

Reconnaître la capacité d’agir de chacun en fonction de ses expertises. S’assurer que chacun connaisse son rôle et les impacts qu’il peut avoir, maîtrise les bonnes pratiques et ait les moyens de les déployer, en collaboration. Municipalités, employeurs, citoyens, communautés locales, gouvernement, etc.

Un espace interdisciplinaire et intersectoriel de croisement des bonnes idées pour les politiques publiques et les opportunités de réforme. *Exemple qui existe déjà (en anglais): <https://policyresponse.ca>*. L’intelligence collective permettra 1) d’identifier des pistes d’action concrètes et les moyens d’y parvenir et 2) d’interpeller les politiques publiques pour soutenir ces actions.

Favoriser et valoriser l’innovation sociale. Les **pratiques d’innovation sociale** permettent de résoudre des problématiques de façon durable. Elle touche plusieurs dimensions à la fois, car elle est transformatrice et systémique.

Des structures collectives qui amènent plus loin qu’une communauté de pratique où s’expriment les individus. Des structures qui permettent la transversalité dans un esprit de coopération. Des plateformes où toutes les paroles peuvent être entendues dans un espace sécuritaire (exemple de l’université rurale, vers l’université sociétale). Créer des laboratoires vivants.

1.6 Une volonté politique

Une réelle volonté de réduire les inégalités. Que les décisions politiques soient prises pour le bien commun. Convaincre les décideurs.

La volonté politique de **revoir les critères de succès du développement du Québec** afin qu’ils soient équitables entre tous les secteurs du développement durable (environnement, social, culturel et économique). Une vision à long terme.

Être sensible au terrain, à ce qui se passe. Écouter la population, les divers groupes qui portent une voix (une voie). Écouter les revendications qui sont exprimées depuis des décennies par plusieurs groupes marginalisés. Autochtones, communautés racisées, etc. Les réponses et solutions sont là, en bonne partie. Prendre en compte les recommandations des commissions. Un système politique à l’écoute et représentatif.

1.7 Une réforme des politiques et programmes

Réformer les institutions politiques et juridiques. **“Dénormer” pour favoriser l’agilité dans nos organisations et institutions.** Qu’elles répondent aux besoins d’aujourd’hui. Faire en sorte que nos institutions et notre système soient moins vulnérables. Moins de gestion, plus de personnes activées dans la transformation sociale.

Se pencher sur les objectifs souhaités par les programmes sociaux (survie et/ou développement du potentiel) et **nuancer davantage les approches** afin d'éviter les démarches d'autonomisation qui pourraient remettre en question le soutien de base. Agir sur les conditions de vie.

Miser sur les pratiques inclusives qui visent la transformation systémique des inégalités.

Imposer les politiques d'accessibilité universelle. Universalisme proportionnel. **Rendre imputables** les institutions (les médias, les politiciens, les services de police, les corporations, etc.).

Une meilleure cohésion entre les programmes des ministères. Revoir les programmes sociaux sous l'angle de la transversalité. Une meilleure planification des politiques intersectorielles incluant un plan d'implantation et d'évaluation.

Soutenir le développement de nouvelles institutions « par et pour » les Autochtones. « Par et pour » les groupes en quête d'équité.

Déployer une action interministérielle autour des enjeux transversaux des tout-petits, des enfants et des familles.

Réformer les politiques d'immigration (fédérales et provinciales) pour permettre aux personnes de sortir de leur situation de vulnérabilité et d'exploitation.

Accepter que la santé, des personnes et des populations, ne soit pas un monopole du Ministère.

2. UN CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE

2.1 Un changement de modèle de développement

Un Québec qui reconnaît la place de TOUS LES HUMAINS et qui place l'humain au centre de ses décisions. Assurer une reconnaissance de la dimension du « care », du soin, dans le fonctionnement de la société.

Revoir les situations concrètes des plus démunis. La nouvelle pauvreté. Remettre de l'ordre dans des situations incompréhensibles. Le rôle des agences dans le domaine de la santé. Les différences entre le privé et le public en santé et en éducation. Le logement pour les personnes âgées, etc.

[Un toit + de la nourriture + un coach de vie (intervenant.e, aspect éducatif) + espace de socialisation] + [l'État + appui du territoire et organismes] = aller dans la bonne direction.

Repenser le modèle. Les grandes structures. Une gouvernance interministérielle qui permettrait d'adresser de façon globale les enjeux sociaux et de santé et développer collectivement des solutions multifactorielles.

Mettre en place une gouvernance basée sur la prévention.

Remettre en question la vision « purement économique » du développement de nos sociétés. Remettre l'humain au centre des préoccupations. **Se réappropriier l'économie.** L'arrêt temporaire du système économique a démontré la possibilité d'un changement de paradigme.

Le travail doit d'abord être idéologique. Démontre l'idéologie dominante pour donner de l'oxygène et des alternatives au système actuel. Apporter des changements systémiques au niveau des décideurs. S'attaquer aux systèmes qui reproduisent les inégalités.

2.2 Oser et innover

Créativité et audace pour faire autrement. Sortir de certains paradigmes. Choisir des façons de travailler différentes.

Accepter les risques et la nécessité de l'évaluation pour documenter et apprendre. Expérimenter et démontrer à travers des projets. Miser sur l'innovation et le développement de solutions sur mesure.

Renforcer et valoriser les gestes et les causes favorables. Consolider les adaptations à la présente crise pour qu'elles deviennent *innovation*. Qu'elles persistent. Valoriser les actions innovantes, même si elles paraissent insignifiantes. Éviter l'uniformisation.

Laisser place à la flexibilité. Sortir d'un cadre rigide pour innover. En éducation. Dans les approches pour permettre aux gens de participer, d'avoir du pouvoir sur leur vie et leur milieu de vie.

2.3 La stratégie et l'intentionnalité

Une vision globale de l'action à la hauteur des défis à surmonter. Nécessaire pour soutenir une action profonde de transformation sociale. Mettre les bases communes collectivement.

Identifier les problématiques. Définir une vision commune des enjeux, appuyée par des données de recherche, et convenir ensemble de l'importance d'agir. Une vision partagée et collective des enjeux sociaux prioritaires, de grands chantiers. Une réconciliation des enjeux et des visions. Il me semble que certains peuples peuvent nous en apprendre largement sur la réconciliation...

Identifier des valeurs communes, convergentes, en lien avec les problématiques identifiées, qui permettront de répondre aux causes racines des inégalités.

Une vision à long terme et la stratégie des petits pas. Planifier à long terme. Être patient.

Agir avec discernement et intelligence. Partager la préoccupation de produire des effets chez les populations qu'on vise. S'engager collectivement à pousser dans la même direction. Réajuster nos moyens, mais converser l'essence de nos objectifs.

Valoriser les processus plutôt qu'uniquement les résultats. Penser à l'objectif voulu, aux résultats souhaités, à la vision finale AVANT de sauter dans les moyens pour résoudre un problème ponctuel. Réduire l'éparpillement des actions et des soutiens.

Se donner le temps de travailler ensemble et d'arrimer les différentes visions et interventions pour assurer la cohérence. Valoriser la solidarité et la complémentarité dans les projets développés.

Prévoir des ressources suffisantes pour atteindre les objectifs. Des leviers financiers et politiques afin de mettre en œuvre les moyens de nos ambitions.

2.4 Un projet rassembleur

Adhésion populaire et politique autour d'objectifs concrets visant à rendre le Québec plus juste et inclusif. Implication de toutes les sphères de la communauté pour « ramer dans le même sens ». Se donner des objectifs sociaux concrets et mobiliser largement pour y parvenir en évaluant les retombées sociales. Un projet de société axé sur les motivations communes.

Besoin d'efficacité. Il faut avoir les conversations difficiles et s'entendre collectivement sur ce que nous voulons comme société. Avoir une trame narrative mettant l'accent sur ce qui nous rassemble plutôt que sur nos différences. Sur ce qui nous unit comme québécois.

Être collectivement ambitieux. Aspirer à devenir des modèles pour inspirer les autres, petits et grands, les générations futures.

Un projet de société emballant qui met la justice sociale et l'écologie au centre de ses préoccupations. Qui répond aux enjeux, dont la lutte aux changements climatiques. Qui proposerait de développer une culture de valorisation de l'éducation à tout âge.

Définir un projet de société rassembleur, fondé sur l'**achat local**, qui serait expliqué en misant sur les impacts financiers, pour inciter la masse à y adhérer. Qui viendront soutenir le financement de plusieurs autres mesures.

3. LA CITOYENNETÉ

3.1 Des conditions de vie minimales et décentes pour tous

S'assurer par différents moyens que tout le monde puisse répondre à ses besoins de base : se nourrir et se loger décentement. Élargissement des services publics pour que tout le monde ait le minimum pour bien vivre. Repenser les protections sociales (approche coercitive vs dignité humaine).

Qu'il y ait un seuil plancher au niveau des conditions de vie. Revenu de base pour tous et un meilleur partage au niveau alimentaire.

Meilleures mesures au niveau des revenus : aide sociale et salaire minimum. Revenu minimum garanti. Arrêt de l'imposition des pensions alimentaires et des coupures pour partage de logement.

3.2 L'accessibilité aux services

Améliorer l'accès aux besoins essentiels (nourriture et logement) tout en respectant le choix des personnes concernées. Un accès juste à l'éducation, la technologie, l'emploi.

Identifier les barrières et les lever une à une. Des services de proximité bien développés. Une révision des structures démocratiques et des lenteurs bureaucratiques. L'accessibilité universelle.

3.3 Des citoyens au cœur du changement

Pouvoir citoyen local, municipal, régional, provincial. Repolitiser les citoyen.ne.s sur les défis et les pistes de solution collectives.

Recréer des espaces citoyens. **Revoir les mécanismes politiques** pour que l'ensemble des citoyens et citoyennes puissent faire partie de ces discussions. Plus de diversité et d'inclusion dans les mécanismes de participation. Prendre en compte et réduire la fracture numérique

Adresser l'inégalité d'accès aux ressources et à l'information dans l'ensemble du système, qui limite le pouvoir de prise de décision et d'action collective. Faciliter l'accès aux ressources qui offre une capacité de participer aux discussions et aux prises de décisions connexes.

Réduire les algorithmes des médias sociaux pour percer les chambres d'écho (ou l'on ne se parle qu'entre convaincus)

Miser surtout sur **la capacité des citoyens à opérer des changements eux-mêmes**, dans leur milieu, qui auront des répercussions plus grandes. S'assurer que le citoyen soit au cœur des changements. Le principe du « par et pour » permet de créer des agents de changements à même la société. Repenser le développement des communautés. Repenser le pouvoir d'agir.

Stimuler le développement d'opportunités pour les citoyens de s'impliquer dans des projets mobilisateurs et rêveurs. Créer des projets rassembleurs. Développer des mécanismes pour que les gens se sentent partie intégrante de leur communauté (des jardins communautaires, par exemple).

Faire confiance et redonner plus tôt que tard les pouvoirs aux nouvelles générations. Que les jeunes soient aussi considérés pleinement comme des acteurs et actrices dans la société. Et non

comme « sujet » ou « citoyen.ne.s en devenir ». S'autoriser cette richesse de perspectives, maintenant.

3.4 Une société civile mieux organisée et plus influente

Mettre en place de réels processus favorisant la capacité d'agir des citoyens et des organisations. Participer activement. Travailler ensemble. Faire des démarches collectives. Collectiviser les solutions. Proposer des solutions à long terme.

Inclure les citoyens et le poulx du terrain dans les structures de développement. Encourager la diversité et la représentation citoyenne dans les instances. Que ce soit simple et facile d'avoir une incidence. Renforcer le pouvoir de nos communautés.

Mieux soutenir l'action communautaire en favorisant les actions concertées et intersectorielles et en impliquant **les citoyens dans les prises de décision**. Inclure les acteurs et actrices sociaux dans la relance.

Une mobilisation sociale large. Des organismes citoyens forts et interconnectés. Des réseaux mobilisés qui unissent leurs forces, dans les territoires.

Une **demande sociale organisée et puissante en faveur du changement du modèle** développement de l'action publique, étatique. Unir les acteurs (et citoyens) et organiser une pression accrue pour que les changements au niveau gouvernemental s'enclenchent. Mener une campagne concertée dans l'espace public.

Repolitiser les groupes communautaires et organisations non gouvernementales. Changer le discours et oser montrer, recherches et chiffres à l'appui, que des initiatives d'accès aux soins sont, aussi, économiquement plus rentable. Une renaissance du mouvement communautaire pour faire face aux dynamiques politiques et aux limites de la démocratie représentative.

4. L'ÉDUCATION

4.1 Au centre de nos préoccupations

Une forte valorisation de l'éducation, au sens large. Non seulement pour une profession spécifique. Repenser l'éducation institutionnelle et populaire dans une autre perspective que celle de la formation de la main-d'œuvre.

Investir dans l'éducation. Y mettre les moyens adéquats. Financer adéquatement le milieu scolaire.

Un système éducatif plus holistique, plus social. Où des ressources additionnelles sont injectées dans l'observation, l'écoute des besoins particuliers. Des équipes-écoles avec plus de ressources.

Des ressources équitables pour la réussite de nos jeunes. Travailler sur le plein potentiel des jeunes. Adapter nos interventions puisqu'ils n'ont pas tous les mêmes opportunités.

Reconnaître le personnel de soutien (TES, PEH) à leur juste valeur pour s'assurer une réelle égalité des chances et de milieux d'éducation diversifiés et inclusifs, et non le regroupement des clientèles par types d'enjeux rencontrés.

Créer des opportunités égalitaires dans les écoles, entre les classes d'accueil et les classes régulières. Créer des conditions favorables pour l'apprentissage des élèves en milieu défavorisé.

Prioriser la littératie. Un critère essentiel pour le développement d'une société forte et inclusive. Un facteur de réussite très important à plusieurs égards. Mettre l'enjeu de la littératie au centre des préoccupations, concrètement.

Agir tôt. Dès la grossesse, pour une société éduquée et impliquée.

4.2 Une éducation à la citoyenneté et au vivre ensemble

Une éducation qui valorise davantage la collaboration et la solidarité plutôt que la performance. Redéfinir la richesse, pour passer d'une richesse individuelle à **une société plus solidaire, riche de ses valeurs et de sa structure sociale.**

Éduquer à la valeur du collectif. Favoriser la mixité scolaire et sociale, le vivre-ensemble et le respect de la diversité. La réussite de tous passe par l'acceptation de l'autre et la tolérance.

Développer la pensée critique de la population par l'éducation. Diversifier les points de vue présentés dans le cursus scolaire

Offrir aux jeunes des outils pour participer convenablement et mieux comprendre le vivre-ensemble. Créer des expériences éducatives citoyennes pour sensibiliser les jeunes à l'importance du collectif (exemple: les projets jeunes coop ou CIEC). Un soutien accru dans les sports, les loisirs, le parascolaire, pour favoriser les contacts entre les jeunes et les groupes.

Inculquer les valeurs sociales et citoyennes à l'école.

Développer la citoyenneté des jeunes et des enfants. Mettre l'accent, à l'école, sur l'importance de s'impliquer dans son milieu. Miser davantage sur **l'éducation et la responsabilité citoyenne** dès le primaire et le secondaire.

Revoir le contenu et notre façon d'enseigner la participation citoyenne.

Outiller les jeunes et moins jeunes pour qu'ils puissent participer à la vie démocratique. Cultiver et susciter l'intérêt pour la collectivité. Une meilleure éducation, à l'école et pour la population en général, sur les processus politiques ou autres lieux décisionnels qui ont un impact sur la vie des gens. Penser à l'éducation populaire pour initier l'ensemble de la population à la vie démocratique, aux valeurs environnementales, aux droits des citoyens.

4.3 L'accès à la connaissance

Impliquer les chercheurs universitaires dans le développement des communautés partout sur le territoire. Questionner le milieu de la recherche dans l'ensemble des décisions de notre société.

Connaître et documenter les problèmes d'accès aux programmes, aux ressources et aux milieux éducatifs. Identifier les obstacles qui amènent les personnes à ne pas faire les démarches vers les programmes, les services et les milieux de vie. Lever les barrières, une à une.

Documenter les processus, les démarches, les succès. L'évaluation qualitative de nos actions, viser la profondeur. Pour les organismes et les institutions publiques. Identifier les initiatives qui ont des effets réellement favorables dans la communauté. Des arguments pour convaincre les décideurs et rehausser la fierté collective.

Donner plus de moyens, financer l'évaluation d'impact. Travailler les éléments de mesure d'impact et de « performance » en co-construction entre organismes et bailleurs de fonds.

Se rapprocher de la recherche. Favoriser les apprentissages. **Meilleures pratiques, les gestes les plus porteurs.** Créer l'espace nécessaire pour que ces apprentissages puissent se réinvestir. Transfert de connaissances, échanges entre les territoires.

L'émulation des connaissances et des collectivités. Créer des liens entre les acteurs d'une même communauté, et entre les communautés. Qu'elles s'outillent, codéveloppent des savoirs et des savoir-faire. Qu'elles s'entre-soutiennent! Faire en sorte que les communautés sachent ce que les autres font pour régler les mêmes problèmes.

5. LE VIVANT

5.1 Un changement des valeurs citoyennes

Placer l'humain au centre de tout développement. Prendre en compte les conditions favorables pour que toute personne puisse se développer, s'épanouir, avoir une place et participer à la vie sociale et démocratique du Québec. Donner une chance égale à tous les individus de se former, de se développer et de s'épanouir. Être sensibles à la différence que chacun peut faire.

Retrouver un sens de la communauté qui est inclusif et juste. Retrouver notre **humanité commune**. Le faire dans le respect des différences et non par la hiérarchisation des distinctions et des dispositions. La confiance, la connaissance de l'autre, comme vecteur commun et le relationnel comme point de départ

Viser la mixité sociale et économique dans tous les milieux de vie (quartiers, écoles, milieux de travail, etc.). Développer la diversité des personnes, des points de vue, des perspectives dans nos organisations.

Un changement des valeurs des citoyen.ne.s basées sur la qualité de vie et la bienveillance. Développer l'empathie collective, la bienveillance et l'ouverture réelle. Des discussions plus ouvertes et respectueuses.

Bienveillance et responsabilité collectives. Un monde où tout le monde se préoccupe de perspective court terme et long terme des résultats (transformation sociale et intervenir sur les conséquences directes des inégalités sociales). Responsabilisation de tous les membres d'une communauté, pour participer à une société plus égalitaire.

Faire un retour au collectif... pleinement! La coopération est un bon point de départ!

Être des consommateurs avisés et acheter des produits durables et équitables.

5.2 L'approche de proximité

Repenser l'approche de proximité. Espaces de gouvernance de proximité, proximité des services et lieux de rencontres des personnes de nos communautés.

Reconnaître l'importance des communautés locales comme lieu où peut s'incarner, avec le plus de force, une démocratie participative. Lieu où l'ensemble des membres d'une communauté peuvent identifier les besoins et les initiatives à mettre en œuvre afin de faire face aux défis qui sont les leurs. **Valoriser l'implication et l'ancrage local.**

Ancrer les solutions dans les réalités territoriales. Générer et maintenir des lieux de concertation territoriaux pour l'identification de problématiques, des solutions et des ressources pour les développer. Développer des visions communes basées sur l'analyse de la situation, la connaissance des bonnes pratiques et les savoirs expérientiels des acteurs. Favoriser les actions auprès des citoyens, avec plus d'intervenants terrain.

Donner plus de pouvoir, de responsabilités et de ressources aux municipalités. Soutenir les municipalités. Leur permettre de jouer un réel rôle de gouvernement de proximité, de premiers répondants, qui mettent en œuvre des solutions concrètes aux enjeux de la société québécoise.

Créer et renforcer les liens entre le milieu communautaire et les milieux municipaux qui sont les premiers élus de proximité.

5.3 Un pacte écologique

Agir maintenant. Sur un fonds de crise environnementale importante qui laissera la marque sur plusieurs générations. Être respectueux de la nature. Adopter un autre mode de développement, le « **slow development** » : réduire à la source; réutiliser, recycler et repenser.

Voir la transition écologique sous un œil social en y intégrant les impacts des décisions sur les inégalités sociales. *Exemple de la promotion de la voiture électrique qui n'est pas accessible aux personnes vivant dans la pauvreté.*

Comprendre les liens inhérents et indissociables entre le développement durable, la transition écologique, et le développement humain, la société. Favoriser les arrimages entre la justice sociale et la lutte aux changements climatiques.

Valoriser autrement la gestion de nos ressources naturelles (préservation, coûts d'usages, gestion des matières résiduelles) et le développement social et culturel. Ce qui n'est pas mesurable en termes économiques immédiats, l'est assurément à long terme et a une valeur intrinsèque en tout temps.

6. L'ÉCONOMIE

6.1 Une relance économique basée sur l'humain

Une relance économique basée sur l'humain! Repositionner l'Humain au cœur des décisions importantes et non uniquement l'économique. Une relance économique qui conditionne l'inclusion de tous et toutes et leur participation active à la société.

Accepter que l'économique soit tributaire du social. Que le développement social est lié au développement économique. *Des exemples : les services de garde, le soutien à l'employabilité, les logements sociaux, les questions de mobilité qui touchent aux enjeux environnementaux, l'accès à Internet, etc.*

Une société qui fait du réinvestissement social un des piliers de la relance. Une société inclusive qui ne se développe ni se gère (par l'État) uniquement pour sa classe moyenne.

Accepter une prise de risque vers des modèles de développement, une économie qui soit plus démocratique, inclusive... et tournée vers l'humain (plus que le profit). Revenir à des économies de proximité.

Reconnaître que l'économie sociale est importante, pertinente et réellement contributive pour créer une économie québécoise plus résiliente, juste et équitable. Valoriser **une économie circulaire et durable**.

Mettre fin à la spéculation sur les biens et ressources essentielles. Augmenter les impôts sur la fortune des plus riches. Restituer l'argent placé dans les paradis fiscaux, taxe sur les produits de luxe et produits polluants.

Favoriser un déploiement de l'intelligence artificielle (IA) qui favorise le plus grand nombre. S'assurer, pour une relance inclusive, que ceux et celles qui subiront le plus les impacts négatifs de l'IA soient représentés et entendus. Éviter les risques d'automatisation des inégalités en lien avec l'emploi.

Une réflexion sur les indicateurs de la santé de notre économie, autres que la croissance. Mesure du panier de consommation dépassée. Penser à de nouveaux indicateurs de richesse, de sortie de la pauvreté. Un revenu viable comme indicateur d'une répartition équitable de la richesse.

6.2 Des choix différents dans les investissements

Miser sur la prévention et la promotion. Investir. **Voir les dépenses en prévention et en éducation comme un réel investissement sociétal. Pour l'avenir.**

Mettre en place les conditions pour un meilleur partage de la richesse. Investir des ressources pour favoriser les innovations sociales qui permettent à tous et toutes d'en bénéficier. Autant qu'on mise sur les innovations technologiques (IA 4e révolution industrielle) pour la reprise de la croissance.

Assurer la sécurité financière des institutions et des organisations qui œuvrent dans les services sociaux. Sécuriser le développement de nouveaux services ou l'amélioration des services existants. Les organisations, même gouvernementales, doivent avoir les ressources suffisantes pour fonctionner et atteindre leurs objectifs d'intérêt commun.

Soutenir des démarches structurantes. Au-delà des services directs à la population qui interviennent sur les conséquences des inégalités, agir sur les causes. Une pensée sur le long terme et des moyens mis en place pour la faisabilité.

Actions à long terme, actions collectives. Investissement dans le communautaire, l'économie sociale et les initiatives de participation citoyenne. Soutenir les organisations avec une mission de « transformation sociale ».

Financement à la mission des organismes communautaires. Avoir les moyens de leurs ambitions. Participer pleinement à la réflexion et aux travaux collectifs majeurs sur les défis et les pistes de solutions discutées ici. Arriver à jouer pleinement notre rôle au niveau de la transformation sociale.

Sortir de la logique d'appels de projets. Soutenir les projets qui fonctionnent bien et non pas que les projets « novateurs » ou qui se réinventent. L'instabilité financière fragilise les organisations.

Valoriser les emplois dans le milieu communautaire. Enjeux d'attractivité et de rétention. Améliorer les conditions de travail. Fondations et gouvernements : encourager les employeurs à verser des salaires justes.

Assurer des conditions de travail adéquates afin de maintenir la main-d'œuvre en développement social, communautaire et autres domaines. Besoins de richesses humaines et de temps. S'assurer que les organismes communautaires ne se retrouvent pas, eux-mêmes, avec des travailleurs en état de survie. Éviter la concurrence entre les grands réseaux de la Santé et Communautaire.

Soutenir adéquatement le milieu communautaire et le milieu de l'éducation en offrant des conditions de travail attrayantes. Avoir **des services publics et communautaires forts** et bien financés.

Quels leviers ou opportunités permettraient de soutenir la mise en place de ces conditions dans le temps ?

1. LE SYSTÈME

1.2 La volonté de changement induite par la COVID-19

La pandémie a accentué la visibilité des groupes marginalisés et des populations vulnérables (femmes, jeunes, aînés). Difficile à ignorer. La pandémie oblige à regarder ce qu'on ne voulait pas voir. Un éclairage particulier sur des angles morts.

La discussion de fond apparaît dans les médias depuis la crise. Momentum de la **médiatisation des problèmes sociaux**.

La crise a révélé les enjeux de vulnérabilité d'une partie de nos concitoyens. Un électrochoc pour près de 80% des Québécois. Mise en lumière des choix parfois incohérents et non justifiés du gouvernement et de la précarité de nos ministères et de nos services en santé, en éducation, etc. Prise de conscience de la vulnérabilité de nos institutions et de notre système face à la pandémie.

La remise en question de notre modèle ne doit pas être dictée par un éventuel problème de finances publiques. Éviter le retour au statu quo, que cette prise de conscience tombe dans l'oubli.

La pandémie a confirmé qu'il était possible de faire autrement et plus rapidement. Capitaliser sur ce constat pour favoriser plus de flexibilité de l'état, dans son intervention.

Exiger que le gouvernement soit à l'écoute. Du terrain, organismes communautaires et citoyens. Connaissance des besoins. Réunir toutes les parties prenantes, autour de la table, pour mettre en œuvre les meilleures solutions dès le départ.

Des leviers financiers seront nécessaires. Le succès passe par la collaboration, de bonne foi, entre les différents paliers d'intervention et de décisions.

La pandémie touche tout le monde et devient un beau prétexte pour trouver des pistes de solution, ensemble. *Exemple : prévention et réduction des conséquences majeures.* Faut soutenir les espaces de partages et de réflexion à la sortie de crise.

Les acteurs terrain ont été mobilisés par la crise. Besoin d'occasions de prendre du recul et de participer à des démarches de réflexions sur **l'agir collectif intersectoriel**.

Redéfinir la notion de richesse sur laquelle se base le système économique. La vraie richesse, c'est notre santé. Capitaliser sur la COVID pour miser sur une nouvelle conception de la richesse : la consommation locale, la formation de futurs citoyens, etc.

1.2 Une démocratisation du dialogue

Élargir les espaces de dialogue et les forums. Qu'ils soient inclusifs et permettent de capter des points de vue diversifiés et limiter les angles morts. Des espaces de dialogue, de discussion, d'échange et de débat pour **prévenir l'hyperpolarisation des perspectives et des idées**. Créer plus de sens, ensemble. Un dialogue interréseaux et avec les non réseaux.

Faire un **métabilan, un métaforum de tous les apprentissages** de la pandémie. La relance est multiple : transition climatique, sociale, économique. Contexte où la discussion est plus large (enjeux sociaux, vocable dans les médias et la population), qui implique d'autres acteurs qui ne sont pas dans le social. Unique au moment présent. Momentum pour un discours commun, un projet collectif. Faire un effort, d'éducation populaire, de "masse".

Une démocratisation du dialogue. Un espace de dialogue concret. Enjeu de confiance, s'élever au-delà des intérêts. Revoir sa position et être ouvert à agir collectivement pour le bien collectif. Et non sur des positions idéologiques. **Collaborer n'est pas menaçant, si tout le monde se centre sur l'humain et ses besoins**. Des discussions inclusives dans le respect et la reconnaissance des expertises.

Créer des ponts entre les acteurs (communautaire, municipal, écoles, etc.). Réfléchir ensemble pour développer une vision globale et commune sur la base des enjeux. Rechercher la complémentarité de l'action entre les différentes parties prenantes. Maximiser les expertises. Créer des espaces de travail collectif qui sont inclusifs, de par la nature de ses collaborateurs dans la société civile et le politique, mais aussi dans ses objectifs d'équité entre tous les secteurs du développement du Québec. **Une vision de changement commune**.

Une nouvelle forme de démocratie. Passer d'un mode plaidoyer à un mode collaboratif avec les politiciens.

Réforme du mode de scrutin.

1.3 Une concertation intersectorielle et multiniveaux

Faire des choix consensuels. Mettre en œuvre des actions qui soient porteuses dans le temps.

Soutenir l'infrastructure collaborative, autant financièrement que dans la logistique. Soutenir la mise en réseau des initiatives qui mettent en œuvre l'amorce de solution. La mutualisation des actions.

Assurer un financement des concertations intersectorielles afin d'en assurer la continuité. Pérenniser la concertation multisectorielle dans toutes les sphères du développement des communautés (social, culturel, économique, environnemental), à l'échelle locale et régionale.

Reconnaître **un pouvoir décisionnel et d'influence plus fort pour ces instances**. Un rôle défini collectivement. Approuver leur autonomie. Qu'elles soient libres de leurs orientations pour être efficace.

L'action communautaire et philanthropique ne sont pas en compétition ni en élection tous les quatre ans ! Bâtir la confiance et établir des partenariats d'égal à égal sur 5 ans, au moins. Aller plus loin que le maintien d'un statu quo : **construire un projet de société, un autre vivre ensemble...** Redonner des espaces de réel pouvoir aux citoyen.ne.s, au niveau local, avec de réels enjeux.

Réfléchir aux mécanismes de concertation...

1.4 Des choix politiques à long terme

Un projet politique clair - politique dans le sens de la gestion de la cité, pas d'un parti. L'État québécois a les moyens de renforcer notre filet social. Doit faire le choix politique d'utiliser la richesse collective à cette fin. Volonté politique.

Le politique doit donner du pouvoir à des instances qui ne sont pas politiques. Pouvoir aux communautés. Instances de développement social et communautaire, aux organismes, de nos communautés. Donner du pouvoir d'agir aux collectivités, décloisonner. Besoin de temps. C'est **un changement de culture**.

Transfert de pouvoir pour établir les solutions à long terme. Discussion et transparence. Stabiliser nos choix de société. Soutenir la transformation des politiques publiques en outillant les réseaux qui seront appelés à faire des propositions.

Mettre de l'avant la légitimité de nos politiques sociales. Apprécier justement les actions et leurs effets. Rendre accessibles les informations concernant les effets des politiques et des services sociaux.

Des politiques à plus long terme. Vision sur 10 ans, par exemple.

Une politique sociale orientée sur le développement durable et une société plus solidaire, ouverte et consciente des autres. Une politique transversale des enjeux. Des programmes et mesures adaptés à chaque type de vulnérabilité ou de facteurs d'exclusion. Adaptabilité et modulation des programmes selon les communautés visées.

La Politique nationale en développement social, présentée au gouvernement, qui assure la cohésion entre les ministères et qui soutient la concertation intersectorielle et sa coordination.

Le prochain plan d'action de la PGPS. Les inégalités en sont la pierre d'assise et ce sera la base post-COVID.

Repenser le système de santé en profondeur. Passé d'une logique curative et hospitalo-centrisme à la santé globale, réellement, en intégrant la prévention, les thérapies alternatives, la santé spirituelle, etc.

Réinventer le système de justice. La justice doit devenir un enjeu de société et non plus l'apanage des institutions.

Le dossier de la Commission Laurent sur les droits de l'enfance. Les suites préoccupent toutes les régions, tout le monde. Reconnaître les deux parents en toute équité

Déployer des politiques d'achats gouvernementaux qui intègrent systématiquement des critères environnementaux et sociaux ambitieux.

1.5 Légitimités d'agir

Enjeux de gouvernance. De collaboration entre les expertises existantes. **Des territoires qui s'organisent et des gouvernements de proximité. Besoin d'un pacte avec l'État.** Une vision collective, des grandes lignes fédératrices, qui recueille l'adhésion des grands secteurs.

Les solutions sont dans les communautés (territoire, école, etc.). Choisir ensemble. Communauté par communauté.

La municipalisation du développement est une opportunité dans la mesure où l'on arrive à croiser intelligemment une gouvernance territoriale partagée et des gouvernements de proximité. Des légitimités d'agir différenciées et toutes deux pertinentes.

2. UN CHANGEMENT IDÉOLOGIQUE

2.1 Prendre soin...

Revalorisation de la société du « care ». Assurer la reconnaissance de la dimension du soin dans le fonctionnement de la société.

Réfléchir sur les garderies, le travail, la rémunération et les conditions de travail de ce milieu « care ». Faire un chantier sur le « care » avec les différents acteurs pour **replacer l'économie, la politique et la vie sociale.**

Changer le discours au Québec. La santé ne se résume pas à avoir un médecin de famille. La crise a révélé l'importance de la santé publique. Réfléchir aux apprentissages à tirer de la crise.

Un nouveau contrat social. Définir les conditions à réunir pour que toutes et tous puissent bénéficier de conditions de base permettant de faire de réels choix individuels. Intégrer des interventions plus intentionnelles et soutenues sur les causes qui créent les inégalités.

Des engagements clairs et forts pour tous les petits, les enfants. Garantir les mêmes ressources disponibles pour tous les jeunes.

L'enjeu majeur de la santé mentale. Offrir des approches sensibles aux traumatismes, de l'écoute en santé mentale qui prend en compte l'histoire des gens.

2.2 Différentes logiques de développement

La COVID est une fenêtre d'opportunité. Un point de rupture à exploiter. Utiliser le défi de la pandémie comme moteur de changement. Renforcer la solidarité pour faire face à cette crise "commune" pour tous.

Le levier le plus puissant est **la présence bien sentie d'une volonté de changement**. Le désir, la nécessité de transiter vers un monde meilleur : plus solidaire, écologique, altier et démocratique.

Changer le modèle. Repenser le projet de société. Reconnaître différentes logiques de développement et de rétablissement. La voie de la démocratie représentative n'est pas la seule. Un projet de société porté par la communauté.

Croire en l'être humain. L'humain a une capacité incroyable de se retourner et s'adapter. S'appuyer là-dessus pour trouver des solutions ensemble.

Développer le « avec » pour décider, faire et planifier. Remettre les gens au centre de nos préoccupations. Rapprocher les décisions du territoire.

Les bases fortes en développement des communautés au Québec. **L'approche locale pour créer des communautés résilientes et solidaires**. Miser sur ces actifs. Les États généraux du développement des communautés sont en préparation. Réfléchir à quel type de Québec on veut.

Un plus grand rôle pour les communautés pour passer d'un système curatif à un système préventif. La création d'environnements favorables. En santé et dans d'autres domaines. Premier déterminant de la santé = pauvreté.

Un modèle de développement social et économique contributif à la transition socioécologique.

Une politique nationale de développement social. Le lancement de grands chantiers basés sur les déterminants sociaux de la santé (accessibilité, sécurité, logement, vie communautaire, etc.).

La décroissance, une avenue à privilégier pour aller ailleurs sur le plan social.

S'inspirer de la méthode holistique autochtone.

2.3 Un rapport au temps

Changer de temporalité, au-delà des échéances électorales.

Il y a des besoins immédiats qui poussent à l'urgence, mais il y a des enjeux de fonds qui demandent du temps.

Prendre le temps de voir les angles morts. Ceux qui ont été laissés pour compte... dans un momentum généré par la crise : sentiment d'urgence et mobilisation des ressources.

Se donner le temps de bien réfléchir à tous les éléments nouveaux dont nous ne connaissons pas bien les impacts ou le potentiel.

2.4 Des chantiers à engager

Se donner une vision globale commune pour le futur. Prioriser les besoins, ce qu'on valorise comme société. Une vision stratégique. Faire l'inventaire de ce qui existe, de ce qui fonctionne et éliminer ce qui ne fonctionne pas. Ne pas continuer de construire sur la même base inefficace.

Déconstruire et rebâtir notre société et ses systèmes dans une vision solidaire, verte, d'équité fiscale et de justice sociale.

La crise est **une invitation à sortir du cadre**. À inventer d'autres façons d'être en relation, en rapport... de travailler, de consommer. Être vigilant et ne pas chercher une solution unique à plusieurs problématiques. Si le cadre est trop global, le risque est de ne pas s'intéresser aux bonnes choses.

Trouver des objectifs sociétaux conjoints pour se mobiliser ensemble plutôt que de nous éparpiller. **Un projet de société**. Ex. Une transition juste : que chaque municipalité se dote d'une politique d'autonomie alimentaire au bout de « x » années... Aller plus loin, sans imposer un modèle unique, mur à mur. Provoquer des changements systémiques qui agissent sur les besoins de base, de manière globale, dans la couleur de chaque collectivité.

Créer un chantier multisectoriel sur **l'identité québécoise et sa vision d'avenir**.

Un espace de réflexion réunissant les citoyen.ne.s, les organismes et les élus. Impliquer les artistes et acteurs culturels dans une réflexion sur l'identité québécoise d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Faire la (r)évolution de la perception de ce qu'est cette identité, qui rassemble les gens partageant ce territoire, et de ce qu'il est possible d'y accomplir.

Créer un super-ministère sur la réalisation d'un plan d'action national. Pour déssectorialiser l'enjeu de l'inclusion et garder une vision large.

Partir un chantier majeur au Québec portant sur les déterminants de la santé. Les plus grosses problématiques. Un chantier interministériel. Non partisan.

L'idée d'un grand chantier est intéressante. Large et inclusif. Un grand chantier avec des déclinaisons plus locales. La réflexion doit aussi être proche du citoyen.

3. LA CITOYENNETÉ

3.1 Des espaces de participation multiples et actuels

Les actions les plus pérennes et plus ancrées dans le milieu résultent de l'inclusion de la « base » dans les réflexions et l'action.

Applique la stratégie « bottom-up ». Le dysfonctionnement des institutions est **une fenêtre d'opportunité pour le rapprochement de la base**. Ce sont des lieux à investir pour agir. Soutenir l'exercice de participation citoyenne dans les organisations communautaires et les institutions.

Financer des instances de démocratie directe et de participation citoyenne par le milieu municipal et philanthropique.

Mettre à profit les différents mouvements et espaces de dialogues en place. Utiliser les lieux collectifs existants. Multiplier les lieux de participation.

Mettre en place des comités de quartier dans chaque communauté (éducation citoyenne, lieu de participation, responsabilisation, etc.).

Donner la parole et permettre à ceux qui ne la prennent jamais de faire surface.

L'immédiateté des réseaux sociaux doit être mise à profit. Outils de consultation tous azimuts. Permet **une large conversation avec beaucoup de gens**.

Sortir les consultations des milieux empesés et officiels. Aller dans la rue. Les jeunes ne participent pas à des consultations de type traditionnel.

Faire converger les multiples canaux de communications.

3.2 Une mobilisation sociale

Capitaliser sur les espaces collectifs de dialogue pour élever la réflexion. Changer les choses dès maintenant. Bâtir sur la mobilisation des communautés provoquée par la COVID.

Axer nos efforts collectifs sur une vision commune. Arrimage des messages clés de la société civile. Une mobilisation citoyenne qui pourrait **véhiculer l'aspiration à une société plus juste**, proposer des moyens d'y parvenir.

Renforcement des capacités de faire des choix collectifs au profit du bien commun; renforcer la citoyenneté active. Une société civile forte, capable d'influer sur les politiques.

3.3 Une influence politique à renforcer

Encourager les citoyens à prendre leur place dans la politique. Engagement politique.

Reconsidérer le rôle de la société civile et de la culture au sein du dialogue et de la gouvernance de diverses instances. Permettre aux citoyen.ne.s de prendre part, temps et espaces, au débat, à l'idéation par l'entremise de moyens différenciés.

Anticiper les périodes électorales et préélectorales pour exercer une influence politique. Élections 2021 (Municipal), 2022 (Provincial) et probablement 2021 (Fédéral)

Soutenir la capacité de documentation et de proposition de solutions des groupes communautaires et citoyens. Alimenter des plaidoyers. **Importance d'un plaidoyer commun**.

S'assurer de maintenir la préoccupation, l'importance et le partage de l'enjeu, en période préélectorale. Que l'enjeu soit porté, présent, visible, en période préélectorale et maximiser les

opportunités qu'il fasse partie des préoccupations de la campagne. Qu'il soit porté en période électorale.

Faire voyager les décideurs pour qu'ils voient, qu'ils conscientisent ce qui se passe ailleurs. Avoir l'audace de les sortir de leurs « conditions » quotidiennes. **Faire connaître notre monde** pour mieux « Prendre soin de notre monde ».

Influencer l'État pour un financement plus adéquat en fonction des réalités. Pas de mur-à-mur. Des projets ou leviers à long terme.

3.4 Des objectifs précis, des moyens concrets

Nourrir le Québec ! **Soutenir l'autonomie alimentaire.** Dans les écoles, les quartiers, etc. Transformer, distribuer... Construire, d'ici 5 ou 10 ans, des systèmes alimentaires durables sur tous les territoires du Québec. Des ressources pour développer des systèmes alimentaires locaux et régionaux plus durables. Un soutien accru à la paysannerie. Agir sur la propriété, la relève agricole, le financement, le lien avec les municipalités.

Un panier d'épicerie accessible à tous et à toutes. Le même principe que le lait. Un prix fixe.

Un objectif en matière de **droit au logement** décent. Mobiliser le capital privé, l'état, les municipalités, les organisations de la société civile, les citoyens directement... Des objectifs sur 5 à 10 ans avec une mobilisation nationale, mais une action locale.

Des ressources pour soustraire plus de fonciers (terres agricoles, espaces communautaires et logements) à une logique du plus offrant (marché immobilier privé). Ex. utiliser les terrains vacants disponibles près des communautés pour que l'investissement serve aux populations.

Donner les moyens aux jeunes de tous les milieux et groupes (autochtones, personnes immigrantes, personnes en situation de handicap) de se positionner dans le marché de la main-d'œuvre de la société québécoise.

Hausse du salaire minimum et revenu minimum garanti. Sortir les personnes, dont les femmes, en capacité de la précarité.

Un accès universel aux services publics et de qualité. **Des pratiques et politiques pour démarcher les soins** (services en fonction des pratiques les moins coûteuses ou plus lucratives) aux personnes vulnérables (jeunes, aînés, etc.).

Des programmes sociaux qui permettent de soutenir toutes les personnes qui ont besoin, peu importe leur situation. Par conséquent, une fiscalité qui permet la redistribution équitable de la richesse.

Rendre tous les droits sociaux justiciables, pouvant faire l'objet de poursuite. Créer un fonds public pour financer des poursuites.

Soutenir les réseaux en impliquant une diversité d'acteurs, apprendre de nos pratiques, l'un de l'autre, en exigeant des politiques pour y arriver et en mesurant nos progrès.

4. L'ÉDUCATION

4.1 La réussite éducative

Miser sur l'éducation, formelle et informelle, ainsi que l'éducation populaire pour faire avancer la société au plan social. Allouer plus de ressources financières à l'éducation. En faire un choix de société.

L'éducation et la transmission. À tous les niveaux, notamment intergénérationnels. High-tech et aussi low-tech. **Accès à la pensée critique, permettre à tous d'accéder aux savoirs.**

Poursuivre de toutes les façons possibles l'éducation des plus démunis. Donner les moyens de le faire, à d'autres que les institutions. Reconnaître les milieux alternatifs, notamment pour la reconnaissance des acquis et des compétences-RAC).

Travailler en amont sur les problèmes. **Donner les compétences pour la vie** dans le système d'éducation : apprendre à bien manger, apprendre les bonnes habitudes de vie, tôt dans la vie. La solution passe par l'éducation. Mettre davantage l'accent sur le dialogue citoyen, sur les façons d'interagir et sur le vivre-ensemble.

Tirer parti des expertises présentes dans les milieux pour transmettre ces connaissances dans les écoles. Donner des cours thématiques sur certains sujets. Ouvrir les milieux scolaires à la collaboration.

Tenir compte des réalités différentes : **milieux scolaires et communautés.** Trouver des terrains d'entente entre les points de vue. Améliorer les milieux de façon à mettre en place de meilleures conditions de vie, des milieux de vie plus sains, plus favorables à l'éducation.

Des États généraux sur l'éducation qui mobilisent et impliquent la société civile. L'opportunité de répondre aux grands défis que vit l'éducation publique au Québec. Agir collectivement sur les inégalités et faire un contrepoids à la force d'inertie.

Agir tôt, dès la tendre enfance. **Offrir des modèles et des références positifs.** Une éducation qui aide à redéfinir les notions de genres et les stéréotypes. Briser la chaîne de transmission de la violence. Que les jeunes trouvent comment exprimer leurs émotions, leur détresse avant que cela ne devienne violence.

Des plans de réussite pour chaque enfant. Pas que des plans d'interventions pour les enfants avec des « besoins particuliers ». Chaque enfant est unique et a ses propres besoins.

Créer des protocoles d'intervention ou adopter des politiques pour lutter contre les agressions sexuelles dans les écoles, primaires et secondaires.

4.2 L'information et la sensibilisation

Identifier envers qui il y a des injustices, qui est susceptibles d'en vivre... liste exhaustive selon la Charte des droits et libertés : la race (autochtones, personnes racisées), le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'âge (sauf dans la mesure prévue par la loi), la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale (faible revenu, famille monoparentale...), le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Travailler sur les préjugés pour assurer l'inclusivité de tous. L'acceptation de la différence est primordiale. Sensibiliser, conscientiser les décideurs aux réalités d'exclusion et de vulnérabilité que vivent certains groupes. Aider les gens à être mieux informés. Aider les communautés à mieux connaître leurs droits en termes de services, de prises de parole, d'intérêts, etc.

Accès à l'information. Pluralité de moyens pour avoir accès à l'information. Les médias sociaux accélèrent la diffusion d'information, mais ne sont pas accessibles à tous. Relever le défi des communications.

Favoriser l'accès à la technologie. Accroître la stabilité et la disponibilité des réseaux technologiques et du matériel informatique partout au Québec. Installation numérique interactive.

Renforcer les compétences et la littératie numériques. Éthique et implications sociales, juridiques, économiques, politiques. Apprentissage en temps réel, concret et expérientiel.

Traiter l'enjeu des médias sociaux et de l'utilisation des algorithmes qui limitent **l'accès à des points de vue diversifiés**. La confrontation des idées est nécessaire pour faire avancer les choses. Il est inacceptable que les médias conventionnels et sociaux servent à propager des préjugés de tout acabit.

4.3 Des décisions appuyées

La crise de la COVID témoigne d'une capacité de changement fort.

De bonnes pratiques sont sorties de la pandémie. Identifier les priorités plus clairement. Développer des solutions rapidement. Accélérer les processus, ainsi que l'accès aux outils, aux services et à l'information. Adopter de nouvelles orientations en un temps record, à reproduire pour des changements à plus long terme.

Retirer les meilleures opportunités des changements que la COVID induit dans nos vies, nos systèmes. Les ancrer dans le temps.

Une société post-COVID plus créative. Plus solidaire. Les moments de crises sont fédérateurs, plus facile de concerter et mobiliser vers un objectif commun.

Passer de la crise sanitaire vers la crise sociale. Trouver des solutions communes. Revenir sur les fondements de la société. Énoncer les principes communs. Chacun a le droit de dire ce qui est important. Faire une évaluation de la crise et apprendre. Pour apporter des changements.

Développer une culture évaluative pour des changements durables. S'améliorer en continu plutôt que de toujours recommencer. Regarder le passé de nos différentes réformes institutionnelles et peut-être revenir à certaines initiatives du passé.

Documenter les processus, les démarches, les succès. Partager, vulgariser les connaissances générées avec les milieux institutionnels ET la population. Déjouer les biais inconscients. Utiliser cette connaissance comme argument pour convaincre les décideurs et rehausser la fierté collective.

Repenser le rôle des universités et des médias dans la diffusion des savoirs. Partage circulaire et organique des savoirs.

Financer la recherche. Permettre d'avoir des données sur les diverses populations et mieux répondre aux besoins (ADS+). Mettre en commun les données – fiducie de données pour favoriser l'inclusion. Des données pour prendre des décisions intelligentes.

S'appuyer sur des mesures existantes comme l'ADS + : lorsqu'on travaille sur des projets. Intégrer une analyse des effets que la discrimination peut avoir de façon élargie: sexe, condition sociale, race, handicap, etc.

Rapprocher le milieu de la recherche et le milieu communautaire ou local. Soutenir la recherche en partenariat avec des milieux de pratique dans une perspective de co-construction des connaissances. Inciter un réel travail en partenariat en impliquant le milieu communautaire dans la réalisation des projets.

Miser sur le transfert des connaissances et des apprentissages issus de ces expériences et de la recherche. Recherche vers le terrain, de terrain à terrain entre les territoires. Faciliter l'appropriation et à la mise en œuvre de nouvelles pratiques.

Renforcer les capacités et les compétences à tirer des apprentissages et les communiquer. Se préparer aux crises. Préparer les acteurs du filet social et du milieu communautaire.

5. LE VIVANT

5.1 Le renforcement de la résilience territoriale

Valoriser les projets qui naissent de la communauté pour la communauté. Au-delà du renforcement économique, ils renforcent la notion de communauté dans son ensemble.

Renforcer l'ancrage dans les gens, dans le territoire.

Rétablir un dialogue territorial sincère et authentique qui reconnaît et met en valeur la diversité des expertises, notamment du milieu communautaire. Travailler avec l'ensemble des acteurs.

La solidarité! L'unité des troupes. Quand on a une initiative majeure, on gagne à s'appuyer mutuellement. Ça rapporte! La solidarité pour inciter l'intersectorialité et la concertation. Interconnecter les différents écosystèmes de soutien. Transposer aussi cette solidarité en économie sociale et dans d'autres secteurs d'activité. Forer et accentuer l'écosystème et le travail intersectoriel déjà en place.

Améliorer la concertation locale. Renforcer la capacité d'action des réseaux. **Renforcer les capacités d'accompagnement, de transfert, le partage d'expertises et soutenir les changements de pratiques.** Renforcer la résilience des territoires.

Penser le développement par territoire. Tenir compte des régions. Les pouvoirs municipaux en matière sociale sont une piste à retenir et à développer davantage. Un des leviers les plus importants au niveau politique serait les municipalités et MRC.

Une politique de développement social dans les municipalités à explorer.

S'attarder à l'enjeu majeur de la transition socioécologique. Elle nous ramène encore et toujours à des territoires forts. Les changements climatiques et leurs conséquences sont de plus en plus visibles sont.

5.2 De la sobriété

Multiplier les espaces de rencontre et de cohabitation. Viser la mixité sociale et économique dans tous les milieux de vie

Revoir la notion de bien collectif. Recadrer les avantages et bénéfices collectifs. Et adhérer collectivement à une société plus juste et inclusive.

Un chantier du mieux-être. Identifier nos besoins et envies pour être une société meilleure.

Être modeste dans nos besoins et aspirations. Un mode de vie **sobre en carbone, riche en humanité.**

Mettre sur pied des incitatifs pour lutter contre les changements climatiques et des contraintes auprès des entreprises.

6.L'ÉCONOMIE

6.1 Une relance inclusive

Identifier les conditions favorables et l'inclusion de tous et toutes dans cette relance. N'oublier personnes. Une relance, une vitesse. Pas de relance à deux vitesses... une pour le privé et une autre pour les citoyens et les familles. **Adopter une clause ou un réflexe social inclusif dans toutes politiques de relance post-pandémie afin de contrer les inégalités.**

Des leviers financiers qui permettent l'agilité et l'autonomie d'identification des moyens. Une vision et une intention claire d'action. ET de la flexibilité dans l'application.

La sortie de crise est cruciale. Le modèle de développement des 15-20 prochaines années sera déterminé en grande partie par la direction des investissements publics et privés.

Saisir l'occasion d'investir dans nos systèmes d'éducation, nos milieux de vie et la transition écologique. Investissement massif dans les programmes sociaux. Le transport collectif. Les logements sociaux. Les services publics. Un régime d'assurance médicaments entièrement public pour avoir le contrôle sur les coûts des médicaments.

Pourquoi ne pas passer chaque dollar investi au filtre de ses effets sur les sept prochaines générations ? **Intégrer la notion de coût de renonciation et l'investissement responsable.**

Démontrer que du point de vue économique, c'est payant de travailler comme le font les organismes communautaires. Évaluer les impacts en investissement social.

6.2 L'inversion de la responsabilité fiscale (individu / entreprise)

Le rôle des entreprises a un rôle, plus important qu'avant, dans l'apport à la société plus juste et équitable (sondage de L'Institut Mallet). Sensibiliser les entreprises privées aux problématiques humaines. Les responsabiliser et les impliquer dans les solutions.

10 milliards de dollars de solutions, pour une société plus juste. Lutte aux paradis fiscaux, progressivité de l'impôt, augmentation de la contribution fiscale des institutions. Intervenir sur l'évasion fiscale pour mieux redistribuer les richesses.

6.3 Une révolution du travail

Redonner du sens (et de valeur) au travail. Revoir la rémunération (la situation) des travailleurs pauvres.

Valoriser le travail des travailleurs essentiels (travailleurs du communautaire, travailleurs de la santé, etc.). Revoir leur rémunération et leurs conditions de travail. Reconnaître la dimension essentielle des travailleurs du milieu communautaire.

Revaloriser la famille dans le sens large et multiple, à travers les conditions de travail. Les recommandations des Normes du travail sont prometteuses : télétravail, conciliation travail famille augmentée, etc.

Reconnaissance de l'expérience vécue : savoirs traditionnels, formations non reconnues, etc.

Des filières de formation renouvelées, sur la base des métiers et des façons de travailler post-COVID. Université et CÉGEP en entreprise, en institution formations alternatives, etc.

6.4 Le positionnement des soutiens financiers

Inventer une nouvelle façon financière de soutenir. De **nouveaux leviers financiers**. Innover. Un fonds disponible pour corriger les failles, qui ont émergé de la pandémie, à plus long terme. Du temps et des ressources à la disposition des collectivités pour faire les correctifs.

Travailler à une autre échelle, sur **des projets de grande envergure, plus systémiques** (initiative immobilière, alimentation, par exemple). De gros actifs en développement des communautés prescrivent de travailler à l'échelle locale... Possibilité d'hybridation. Changement de posture des fondations. Miser AUSSI sur des projets à plus grande échelle, au-delà du communautaire qui est la base.

Du soutien des fondations pour les initiatives communautaires concertées. Faire une recension exhaustive des organismes et services qui existent déjà pour s'assurer de consolider et appuyer l'existant. Éviter les dédoublements futurs.

Du soutien pour les coalitions qui plaident en faveur du renforcement de la protection sociale. La connaissance joue un rôle prépondérant dans le débat public, et surtout les connaissances qui peuvent se parer de l'autorité de la science et de la méthode. Des connaissances dispendieuses à produire.

Solidifier, bonifier le financement d'acteurs plus fragiles, pour ne pas tomber dans un corporatisme excessif dans le débat.



Des changements et des projets porteurs de sens

NISKA est une coopérative de travail fondée en 2005 qui réalise divers mandats liés au développement local et régional, et ce, partout au Québec, au Canada et à l'étranger. Les services et l'accompagnement offerts visent le renforcement des capacités des collectivités et des organisations à prendre des décisions éclairées et à entreprendre des démarches stratégiques dans l'intérêt collectif.

Niska se distingue par son approche participative basée sur des cadres de référence et des méthodes de travail rigoureux. Modulée en fonction de la dynamique du territoire et des acteurs qui la composent, l'intervention de Niska place l'être humain au centre du développement et de la transformation. La participation d'un ensemble de partenaires est déterminante dans l'adhésion et l'engagement des acteurs et mène à des résultats structurants : des changements durables et des projets de développement enracinés dans leur milieu. Niska utilise et développe des processus émergents et créatifs pour faire place à la participation de tous et atteindre des résultats probants.

Un symbole incarné, **la passion de l'exploration.**

Le mot NISKA est tiré de la langue amérindienne (atikamekw) et signifie « bernache ». Pour les Premières Nations, la bernache symbolise l'exploration. L'exploration et la découverte caractérisent bien les membres de l'équipe NISKA. Une équipe de consultants allumée, aux expertises multiples qui se nourrissent des nouveaux paradigmes pour ouvrir de nouvelles voies, développer de nouvelles avenues pour l'action collective.